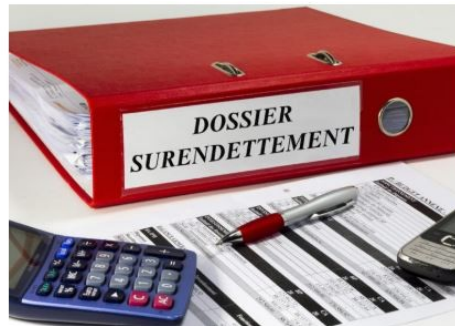


Evolution du surendettement dans le département du Gers en 2024



Evolution du surendettement dans le département du Gers en 2024

Communiqué de la Banque de France d'Auch

En 2024, le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement du département du Gers s'élève à 409, en progression de 8,5 % par rapport à 2023 (377 dossiers déposés). Cette progression est plus mesurée que celle observée au niveau régional (+13,6 %) et au niveau national (+10,8 %). Le niveau des dépôts de 2024 est également inférieur de 2,6 % à celui de 2019 année pré-pandémique. Ces dossiers de surendettement concernent 472 personnes.

Le département du Gers compte 246 dépôts de dossiers de surendettement pour 100 000 habitants en 2024. La région en compte 241. La France métropolitaine compte 245 dépôts de dossiers de surendettement pour 100 000 habitants de 15 ans et plus.

L'endettement des ménages surendettés dans le Gers

En 2024, l'endettement contracté par l'ensemble des ménages surendettés du département du Gers s'établit à 15,44 millions d'euros. Il se répartit de la manière suivante : - 41,8 % sont des dettes à la consommation ; - 37,9 % sont des dettes immobilières ; - 18,8 % sont des dettes de charges courantes et autres dettes. L'endettement médian hors immobilier des ménages surendettés s'établit à 18 252 euros (contre 17 286 euros en Occitanie et 17 447 euros en France métropolitaine).

Les effacements de dettes dans le Gers

En 2024, l'encours des dettes effacées dans le département du Gers s'élève à 5 millions d'euros, soit 27,2 % du montant total des dettes des dossiers clos (contre 25,1 % au niveau régional et 25,1 % en France métropolitaine).

Le montant effacé moyen par dossier est de 25 129 euros dans le Gers, contre 20 281 euros en Occitanie et 19 728 euros en France métropolitaine.

La mobilisation de la Banque de France pour accompagner les ménages dans le Gers

Dans le département du Gers, la Banque de France accompagne les ménages, notamment les plus fragiles financièrement :

- en fournissant des services d'inclusion financière pour informer, orienter et accompagner les personnes rencontrant des difficultés financières 1 ;
- en animant un conseil départemental de l'inclusion financière (CDIF) qui, sous la présidence du directeur départemental de la Banque de France, permet de connaître et faire connaître les dispositifs d'inclusion financière au sein du département, de diffuser le résultat des travaux de l'Observatoire de l'inclusion bancaire au sein des territoires et de capter les préoccupations et les attentes en matière d'inclusion financière. Une dizaine de personnes, prioritairement des praticiens et des représentants des secteurs bancaire, associatif et institutionnel y siègent ;
- en simplifiant les démarches des usagers : depuis la fin d'année 2024 également, pour simplifier les démarches des usagers, le site de la Banque de France « Mes demandes en ligne » permet le dépôt d'un dossier de surendettement en ligne à deux déposants (avec un co-déposant).